

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III-170 de la Constitution, relatif au parquet européen

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller

Qualité : Membre

Rédiger cet article ainsi :

« Article III-170

1. *Pour combattre la criminalité ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, ~~une loi européenne du Conseil peut instituer~~ un parquet européen est créé à partir d'Eurojust, par une loi européenne, au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Constitution. Il statue à l'unanimité, après approbation du Parlement européen.*
 2. *Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement, le cas échéant en liaison avec Europol, les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs Etats membres, ainsi que des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe 1. Il exerce devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions. Il supervise les activités d'enquête d'Europol et de l'Office de lutte anti-fraude.*
 3. *La loi européenne visée au paragraphe 1 fixe le statut du parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure qu'il arrête dans l'exercice de ses fonctions. »*
-

Explication éventuelle :

L'institution d'un parquet européen est indispensable pour renforcer l'efficacité de la lutte contre la criminalité organisée. Le projet d'article, tel qu'il est actuellement rédigé, ne permettra pas de créer ce parquet européen, compte tenu de la règle de l'unanimité et du caractère facultatif de cette création. Il se situe dès lors en deçà des ambitions affirmées lors de la session plénière des 5 et 6 avril derniers. Au cours de ce débat, une majorité significative des conventionnels s'est en effet prononcée en faveur de l'instauration de ce parquet, tandis qu'une minorité s'y est opposée. Cet amendement propose un compromis raisonnable, tenant compte de ces oppositions.